

Quelques rectifications à cet article, les suppressions des trésorerie d'Haroué et de Saint Nicolas de Port ne sont pas à l'ordre du jour, nous avons simplement expliqué que les missions fiscales , de Baccarat et de Blâmont étaient rapatriées sur le sip Lunéville , et de même pour Saint Nicolas de Port et Haroué au sip de Sud est à Nancy à compter du 1er janvier 2018 .Pour Longwy, c'est le SIE Service des Impôts des entreprises qui est supprimé et transféré à Briey à compter du 1er janvier 2018 mais le transfert des missions se fera par lissage jusqu'au 1er septembre 2018. bonne lecture

NANCY > Social

▼ Impôts : pour le maintien du service public

Le syndicat Solidarités Finances Publiques a mené une action à la cité administrative pour protester contre la suppression de 23 emplois dans le département. « C'est avant tout une alerte au social que nous lançons » explique le responsable Patrick Duhem. « Bien sûr nous nous battons pour les emplois, mais avant tout pour le maintien du service de proximité pour les contribuables. Chaque année, il y a eu 1.600 postes supprimés dans les Finances Publiques en France. Et on nous annonce une hémorragie de 4.500 postes pour chacune des quatre années à venir. Sur le plan local, cela va se traduire par la fermeture des trésoreries de Haroué - Saint-Nicolas-de-Port ou encore Longwy qui sera redéployée à Briey ».

Internet

« Bien entendu, on avance que la plupart des relations avec l'usager se fera par internet. Mais comment rayer d'un trait les 700 personnes que nous recevons par jour à Nancy ? Internet ne rem-



Les délégués syndicaux ont distribué des tracts au public se rendant dans les bureaux des Finances Publiques..

place pas l'humain et creuse l'écart d'égalité face à l'impôt » poursuit une autre déléguée. « S'il doit y avoir aménagement de postes, nous souhaitons que ceux qui sont supprimés soient redéployés sur le contrôle fiscal. Car là, il y a un gain budgétaire énorme : 60 à

80 M€ par an. Mais est-ce vraiment la volonté de l'Etat de mettre le doigt dessus ? Nous croyons plutôt que, à l'instar du service des cartes grises, nous nous dirigeons vers un service privatisé et payant notamment pour le Prélèvement à la source de

l'impôt sur le revenu. Mais au-delà de tout ce sombre scénario, nous luttons aussi pour redonner du sens à notre travail. »

Solidarités Finances Publiques boycottera le prochain Comité technique qui doit valider ces suppressions de postes.